



H U M A N
R I G H T S
W A T C H

CEUX QUI NOUS EMMÈNENT

Abus policiers et lacunes dans la protection des femmes et filles autochtones dans le nord de la Colombie-Britannique, Canada

Résumé et recommandations



Réserve de Tachie dans le nord de la Colombie-Britannique. En carrier, la langue autochtone parlée à Tachie et dans de nombreuses communautés autochtones du nord de la CB, la traduction littérale du mot « police » est « *ceux qui nous emmènent* ». Un rapport de la GRC sur le rôle historique de la police sous le régime des pensionnats indiens au Canada a établi que « *la police n'était pas perçue comme une source d'aide, mais plutôt comme une figure d'autorité qui emmenait les membres de la collectivité loin des réserves ou arrêtaient les contrevenants* ».



CEUX QUI NOUS EMMÈNENT

Photos © 2012 Samer Muscati/Human Rights Watch

Femme portant un t-shirt avec un slogan dénonçant les brutalités policières à Prince George, en Colombie-Britannique.

Le 5 décembre 2012, un homme promenant son chien a découvert dans un ravin le cadavre de Summer Star (C.J.) Fowler, âgée de 16 ans, près de la ville de Kamloops en Colombie-Britannique (CB).¹ L'adolescente appartenait à la communauté Gitanmaax² et venait de Hazelton dans le nord de la Colombie-Britannique. Sa famille se souvient d'elle comme d'une jeune fille douce avec un beau sourire. Elle avait rendu visite à des amis quelques jours auparavant et était sur le point de prendre un bus pour rentrer chez elle quelques heures plus tard quand elle a disparu et a finalement été tuée dans des circonstances sur lesquelles la police enquête toujours.³ Lors d'une conférence de presse, son père a déclaré : *« Nous souhaitons simplement mettre fin à cette violence... Nous voulons des réponses et nous ne voulons pas que cette affaire vienne s'ajouter à celles qu'ils mettent aux oubliettes. »*⁴







(ci-dessus) Photos des blessures que présentait une jeune fille de 17 ans après qu'un membre de la Gendarmerie royale du Canada l'eut menottée et lui eut porté plusieurs coups de poing en Colombie-Britannique en 2011.

(à gauche) Des blessures par morsure sont visibles sur la jambe gauche d'une jeune fille de douze ans qui a été attaquée par un chien policier en 2012, lors de son arrestation par la police, après qu'elle eut été accusée d'avoir agressé une personne avec une bombe lacrymogène anti-ours. [Photo remise à Human Rights Watch par la mère de la fille, pour publication.]

(ci-contre) Une travailleuse communautaire d'une ville du nord de la Colombie-Britannique tient dans ses mains des sous-vêtements qu'elle distribue aux femmes dans la rue, dont certaines ont affirmé qu'elles ont été violées par des policiers et qu'on leur a pris leurs sous-vêtements.

© 2012 Meghan Rhoad/Human Rights Watch.



C.J. Fowler est juste une victime de plus parmi plusieurs centaines de femmes et filles autochtones qui ont été assassinées ou portées disparues au Canada au cours des dernières décennies. Quand le financement gouvernemental pour la collecte de données sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a pris fin en 2010, l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) avait préalablement documenté 582 cas de ce type à l'échelle nationale. Un grand nombre de cas se sont produits entre les années 1960 et 1990, mais 39 pour cent d'entre eux ont eu lieu après 2000, soit environ 20 par an. Si les femmes et les filles de la population générale canadienne avaient disparu ou été assassinées au même rythme, l'AFAC estime que le pays aurait perdu 18 000 femmes et filles canadiennes depuis la fin des années 1970.

La province de la Colombie-Britannique a été particulièrement touchée par la violence contre les femmes et les filles autochtones et par l'échec des autorités policières

canadiennes à faire face à ce phénomène. Traversant les petites communautés contrôlées par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) dans le nord de la Colombie-Britannique, un tronçon de 724 kilomètres de route surnommé « l'Autoroute des larmes » est devenu tristement célèbre pour les dizaines de femmes et de filles qui ont disparu ou ont été assassinées à sa proximité.

Les taux de violence élevés contre les femmes et les filles autochtones ont suscité de nombreuses expressions de préoccupation de la part des autorités nationales et internationales de défense des droits humains, qui ont à maintes reprises appelé le Canada à remédier à ce problème. Mais ces appels à l'action n'ont pas produit un changement suffisant, et les femmes et les filles autochtones continuent de disparaître ou de se faire tuer en nombres inacceptables.

L'incapacité des autorités policières de lutter efficacement contre le problème de la disparition et de l'assassinat de femmes et de filles autochtones au Canada n'est qu'un

élément de la relation dysfonctionnelle entre les services de police canadiens et les communautés autochtones. Ce rapport traite des relations entre la GRC et les femmes et filles autochtones dans le nord de la Colombie-Britannique et documente en détail non seulement la façon dont les femmes et les filles autochtones sont sous-protégées par la police, mais également la façon dont certaines ont fait l'objet d'exactions policières pures et simples. Le rapport documente de plus les lacunes des mécanismes de contrôle disponibles destinés à assurer que des comptes soient rendus pour les abus commis par des policiers et le défaut de protection.

Dans une dizaine de villes à travers le nord, Human Rights Watch a documenté des cas de violations des droits des femmes et des filles autochtones de la part de la GRC : des jeunes filles aspergées de gaz lacrymogène et électrocutées au moyen de pistolets taser ; une jeune fille de 12 ans attaquée par un chien policier ; une adolescente de 17 ans frappée à plusieurs reprises par un officier qui avait été appelé à son aide ; des femmes fouillées à corps par des hommes et des femmes blessées en raison d'un recours excessif à la force lors de l'arrestation.

Human Rights Watch a entendu des allégations troublantes de viol et d'agression sexuelle commis par des officiers de la GRC, y compris le témoignage d'une femme qui a décrit comment en juillet 2012 des policiers l'ont amenée hors de la ville, l'ont violée, et ont menacé de la tuer si elle parlait à quiconque. Human Rights Watch appelle instamment à l'ouverture d'une enquête civile indépendante sur ces allégations, dans le but de parvenir à la responsabilité pénale pour les crimes présumés. Human Rights Watch coopérerait avec plaisir à une telle enquête, dans la mesure du possible sans compromettre la sécurité et la vie privée des victimes.

Pour de nombreuses femmes et filles autochtones interrogées dans le cadre de ce rapport, les exactions et autres humiliations exercées sur leur personne par la police en sont venues à définir leur relation avec les forces de l'ordre. Parfois, la violence physique s'est accompagnée de violence verbale raciste ou sexiste. Les préoccupations concernant le harcèlement policier ont conduit certaines femmes — y compris des dirigeantes respectées de la communauté — à limiter leur temps dans les lieux publics où elles pourraient se trouver en contact avec des policiers. Les situations documentées dans ce rapport — comme une jeune fille détenue avec des menottes serrées au point de lui déchirer la peau, des détenues qui se sont vu jeter de la nourriture dessus dans leurs cellules, une détenue pour laquelle la nécessité d'un traitement médical a été ignorée — soulèvent de graves préoccupations au sujet des méthodes utilisées pour le maintien de l'ordre des communautés autochtones en CB et au sujet du respect de la police envers le bien-être et la dignité des femmes et des filles autochtones.



Deux femmes font de l'auto-stop
à l'extérieur de Fort St. James
(Colombie-Britannique).



Les incidents de violences policières à l'encontre des femmes et des filles autochtones sont aggravés par l'échec largement perçu de la police quant à protéger les femmes et les filles contre la violence. Sans surprise, les femmes et les filles autochtones déclarent avoir peu de confiance que des forces de police responsables de mauvais traitements et d'abus puissent leur offrir une protection lorsqu'elles sont confrontées à la violence dans la communauté au sens large. Comme une personne assurant des services communautaires l'a expliqué à Human Rights Watch : « *La chose la plus évidente pour moi, c'est le manque de sécurité que les femmes ressentent. Un grand nombre des femmes que nous voyons, en particulier les femmes des Premières Nations, ne se sentent jamais en sécurité lorsqu'elles ont à faire à la GRC en raison des injustices qu'elles ont vécues ... Le système délaisse vraiment les femmes.* »

Un aspect de ce phénomène est l'apparente apathie de la police à l'égard de ces disparitions et meurtres de femmes et filles autochtones qui a jeté une ombre particulièrement persistante et très médiatisée sur le bilan du Canada en matière de droits humains. Les lacunes de la police dans sa réponse à la violence domestique ont été moins bien médiatisées mais tout aussi pernicieuses.

La GRC a mis en place des politiques progressistes concernant la violence dans les relations familiales, mais il semble que les policiers n'appliquent pas ces méthodes de manière cohérente dans les communautés autochtones. Selon les survivantes de violences domestiques et les prestataires de services communautaires qui travaillent avec elles, les femmes et les filles autochtones ne disposent souvent pas de la protection offerte par ces politiques. Les femmes qui appellent la police à l'aide risquent de se retrouver elles-mêmes accusées de l'abus commis, sont parfois humiliées pour consommation d'alcool ou de drogues, et risquent d'être arrêtés pour des mesures prises en légitime défense. De même, en dépit des politiques exigeant une enquête active sur tous les rapports de personnes disparues, certains membres de famille et prestataires de services qui avaient lancé des appels à la police pour signaler des personnes disparues ont affirmé que la police avait omis d'enquêter rapidement sur ces signalements.

Quand elles sont victimes d'exactions aux mains de la police ou lorsque la police ne fournit pas une protection adéquate, les femmes et les filles disposent de recours limités. Elles peuvent déposer une plainte auprès de la Commission des plaintes du public contre la GRC, mais le processus prend du temps et l'enquête sur la plainte va probablement incomber à la GRC elle-même ou à un service de police externe. La peur de représailles de la part de la police est élevée dans le nord, et le manque apparent d'une réelle obligation de rendre des comptes concernant les exactions policières vient s'ajouter aux tensions de longue

date entre la police et les communautés autochtones. Le titre de ce rapport, « Ceux qui nous emmènent », est la traduction littérale du mot désignant la police en carrier, la langue d'un certain nombre de communautés autochtones dans le nord de la Colombie-Britannique.

Le Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), un mécanisme provincial récemment mis en place pour les enquêtes civiles sur l'inconduite policière, semble prometteur, mais la plupart des plaintes ne relèvent pas du mandat du bureau, qui est limité aux incidents impliquant la mort ou de certaines graves blessures corporelles. L'exclusion du viol et des abus sexuels de cette définition représente une omission discriminatoire inacceptable de la part de la législature provinciale. Elle adresse le message fort selon lequel les agressions contre les femmes ne sont pas importantes.

Le Canada dispose de solides protections juridiques concernant la violence contre les femmes et les gouvernements fédéraux et provinciaux ont entrepris quelques tentatives pour résoudre les meurtres et les disparitions de femmes autochtones au moyen d'études, de groupes de travail et d'initiatives de financement limitées. Toutefois, la persistance de la violence indique un besoin d'interventions coordonnées plus approfondies pour faire face à la nature systémique du problème.



Dans le nord de la Colombie-Britannique, un panneau routier met les filles en garde contre les dangers de l'auto-stop le long de l'Autoroute des larmes.



Dans un centre communautaire de Prince George, CB, Georgia I. (pseudonyme) a confié qu'elle avait été violée par un membre de la Gendarmerie royale du Canada il y a près de 40 ans, alors qu'elle rentrait chez elle à l'âge de 16 ans après avoir mangé dans une pizzeria. *« J'envisage de déposer une plainte pour viol auprès du Procureur général. Il [l'auteur du viol] est toujours dans la police... à combien d'autres jeunes filles a-t-il fait du mal comme à moi ? »*



Photo sur un mur de la Phoenix House, un centre d'hébergement pour femmes à Prince George, en Colombie-Britannique, en hommage à Celynn Cadieux. Cadieux, aujourd'hui décédée, s'est élevée contre l'exploitation sexuelle que leur avait fait subir, à elle et à d'autres pendant leur enfance, un juge de la cour provinciale, David Ramsay, mort en prison après avoir plaidé coupable en 2004 d'agression sexuelle, d'abus de confiance et d'avoir acheté les services sexuels d'une mineure.



Balançoires sur l'ancien terrain du Pensionnat Lejac, l'un des internats obligatoires pour enfants autochtones qui a opéré jusqu'en 1976 et a été le théâtre de violences sexuelles et corporelles qui ont été dénoncées.



Une femme d'Haïda Gwaii a confié que lorsqu'elle était enfant, la police l'avait arrêtée à Prince Rupert et l'avait ensuite expédiée par bateau au pensionnat de Port Alberni où elle avait été victime de violences corporelles et sexuelles. *« Les flics m'ont attrapée directement dans la rue... Je rentrais chez moi à pied... Je me souviendrai toujours, il était 9h05... Les flics m'ont attrapée, m'ont jetée dans leur voiture. Ils m'ont saisie par les cheveux, m'ont jetée dans leur cellule, et j'y suis restée environ trois jours, j'ai failli être violée par deux femmes... c'était dans les années 50. Puis on m'a envoyée par bateau à Port Alberni. »*



Mabel Jack montre une photo de son fils et d'autres membres de sa famille, disparus depuis 1989. « *Je veux que chacun sache ce qui est arrivé à ma famille... Ils me manquent encore. Certaines personnes—des amis—me demandent comment je vais. Je leur réponds, 'Je vais bien', mais ce n'est pas vrai... Je souffre plus que tout autre* ».



Des membres de la communauté participent à une marche pour la guérison de l'esprit à Burns Lake, en Colombie-Britannique, en souvenir des femmes disparues et assassinées.



À Terrace, en Colombie-Britannique, une femme explique que les policiers lui ont dit qu'il était « trop tôt » pour qu'ils fassent quelque chose lorsqu'elle a signalé que sa petite-nièce (qu'elle considère comme sa petite-fille) avait disparu depuis 14 heures. Elle a déclaré avoir dit à la police : « *Il y a déjà suffisamment de filles qui ont disparu, je veux savoir où est ma petite-fille* ».



Une femme montre une feuille qu'elle a gardée et qui montre les photos de femmes, dont certaines qu'elle connaissait, qui ont disparu dans le secteur est du centre-ville de Vancouver, en Colombie-Britannique, dans les années 1990.



Pierre commémorative en l'honneur des femmes disparues et assassinées du secteur est du centre-ville, érigée dans Crab Park à Vancouver. L'inscription suivante a été gravée sur la pierre :
« Le cœur a sa propre mémoire. Inaugurée le 29 juillet 2007. En l'honneur de l'esprit des personnes assassinées dans le secteur est du centre-ville. Beaucoup étaient des femmes et beaucoup étaient des femmes autochtones. Bon nombre de ces affaires n'ont pas été résolues. Toutes mes relations. »

¹ « Funeral for slain First Nations teen Thursday », *CBC News*, 20 décembre 2012, <http://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/story/2012/12/20/bc-cj-fowler-kamloops.html> (consulté le 2 janvier 2013).

² « Funeral for slain First Nations teen Thursday », *CBC News*, 20 décembre 2012, <http://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/story/2012/12/20/bc-cj-fowler-kamloops.html> (consulté le 2 janvier 2013).

³ « Funeral for slain First Nations teen Thursday », *CBC News*, 20 décembre 2012, <http://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/story/2012/12/20/bc-cj-fowler-kamloops.html> (consulté le 2 janvier 2013).

⁴ John Colebourn, « Grieving parents of murdered teen appeal for witnesses to come forward », *The Province*, 12 décembre 2012, <http://www.theprovince.com/news/Grieving+parents+murdered+teen+appeal+witnesses+come+forward/7690642/story.html#ixzz2GqgcVoFv> (consulté le 2 janvier 2013).

RECOMMANDATIONS

AU GOUVERNEMENT DU CANADA

- Mettre en place une commission nationale d'enquête sur les assassinats et disparitions de femmes et filles autochtones avant la fin de l'année 2013 ; s'assurer que les termes de référence de l'enquête soient élaborés avec les dirigeants des communautés concernées et qu'ils comprennent l'examen des relations actuelles et passées entre la police et les femmes et filles autochtones, notamment les incidents d'inconduite policière grave, ainsi que la marginalisation socio-économique systémique des femmes et filles autochtones qui les prédisposent à des niveaux élevés de violence ;
- En collaboration avec les dirigeants des communautés autochtones, élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national pour combattre la violence contre les femmes et filles autochtones abordant les causes structurelles de la violence ainsi que le devoir de rendre des comptes et la coordination des instances gouvernementales chargées de prévention et de réponse à la violence ;
- Mettre en place des enquêtes civiles indépendantes sur les cas signalés d'inconduite policière grave, notamment les incidents de viol et autres agressions sexuelles, dans toutes les juridictions ;
- Coopérer avec le Comité des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes faisant enquête sur la question des femmes et filles autochtones disparues et assassinées, notamment par l'octroi d'une autorisation de visite des lieux, et fournir une coopération similaire aux autres instruments internationaux de droits humains qui peuvent chercher à attirer l'attention du gouvernement sur ces questions ;
- Ratifier la Convention américaine des droits de l'homme et la Convention interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre les femmes (Convention de Belém do Pará).

AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

- Veiller à ce qu'une enquête publique soit menée sur la violence vécue par les femmes et filles autochtones dans le nord de la Colombie-Britannique. Cette enquête pourrait faire partie d'une commission nationale d'enquête ou d'une enquête indépendante pour la province. Elle devrait inclure à la fois les meurtres et disparitions de femmes et filles autochtones le long de l'autoroute 16 et les abus commis par des policiers à l'encontre de femmes et de filles autochtones. Les termes de référence de l'enquête devraient être définis en collaboration avec les communautés autochtones, et la prise en charge financière et des victimes adéquate des intérêts et de la participation de la communauté non-gouvernementale devrait correspondre proportionnellement à celle qui est prévue pour le gouvernement et la police ;
- Élargir le mandat du Bureau des enquêtes indépendantes afin d'inclure la compétence pour enquêter sur les allégations d'agressions sexuelles commises par des policiers ;
- Fournir des abris et des services sociaux adéquats pour les victimes de violence, notamment dans les zones rurales et des services spécifiquement adaptés au contexte culturel ;
- Renouveler l'engagement de mise en œuvre des recommandations du Symposium de l'Autoroute des larmes de 2006, mis à jour, le cas échéant, en coopération avec les collectivités autochtones du nord ;
- Développer des options de non-incarcération pour les personnes en état d'ébriété publique, notamment les centres de désintoxication où le personnel médical peut fournir des soins appropriés.

RECOMMANDATIONS

À LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

- Recueillir et rendre accessible au public (dans le respect de critères éthiques) des données ventilées, exactes et complètes comprenant une variable ethnique sur la violence contre les femmes et les filles autochtones, en coopération avec les organisations des communautés autochtones et le Centre national pour les personnes disparues et les restes humains non identifiés (CNPDRNI) ; le développement du CNPDRNI devrait faire partie d'une stratégie nationale de la GRC pour l'élimination de la violence contre les femmes et les filles autochtones qui assure la cohérence de la collecte des données, la notification immédiate et l'accès à l'information par la police, les coroners et les médecins légistes ;
- Développer la formation des policiers pour contrer le racisme et le sexisme dans le traitement des femmes et des filles autochtones en détention et améliorer la réponse de la police à la violence contre les femmes et les filles au sein des communautés autochtones ; cette formation devrait être mise au point grâce à la collaboration entre les organisations autochtones et de défense des droits humains, le Collège canadien de police et le ministère de la Sécurité publique du Canada ; et se concentrer spécifiquement sur le passé colonial du Canada qui a prédisposé les femmes autochtones à subir des niveaux élevés de violence, ainsi que sur les normes relatives aux droits humains, notamment les droits des femmes et des filles à vivre sans violence ni discrimination et d'être traitées avec dignité et respect lors de leur détention ;
- Veiller à ce que des agents dûment formés soient stationnés dans des détachements dans le nord pour un laps de temps suffisant afin de développer de solides relations avec la communauté locale ;
- Éliminer les fouilles et le contrôle des femmes et des jeunes filles pratiqués par des policiers masculins sauf circonstances extraordinaires, et exiger que ce type de fouilles soit documenté et examiné par les superviseurs et les commandants ; interdire la mixité des fouilles corporelles quelles que soient les circonstances ;
- Interdire l'utilisation d'armes à impulsions (pistolets taser) sur les jeunes et réexaminer les règles relatives à l'utilisation de chiens policiers et de gaz lacrymogène contre les jeunes en vue de limiter leur utilisation à des circonstances extraordinaires qui soient ensuite documentées et sous réserve d'examen de superviseurs et commandants ; toutes les politiques de la GRC et de la police municipale concernant les armes à impulsions, les chiens policiers et le gaz lacrymogène devraient être rendues accessibles au public ;
- Appliquer les règles existantes prescrivant que les parents ou tuteurs soient contactés immédiatement en cas d'arrestation de leur enfant et que les jeunes ne puissent pas être détenus dans des cellules avec des adultes ou des enfants du sexe opposé ;
- Envisager, en consultation avec les communautés autochtones du nord de la Colombie-Britannique, un changement des critères applicables aux cas sur lesquels le groupe de travail E-PANA doit enquêter afin d'inclure un plus grand nombre des meurtres et des disparitions de femmes dans le nord ;

- Mettre en place un calendrier pour que le CNPDRNI complète et mette en œuvre des protocoles spécialisés et standardisés pour l'intervention policière lorsque des femmes et des filles autochtones sont portées disparues ou retrouvées assassinées ; ces protocoles devraient faire partie de la stratégie nationale de la GRC et être créés en collaboration avec des organisations autochtones ; les protocoles devraient comprendre :
 - Des mécanismes de surveillance, d'obligation de rendre des comptes, qui fassent le suivi de toute enquête policière sur une femme ou une fille autochtone disparue ou assassinée à partir du moment où un tel incident est signalé ;
 - Des normes de communication claires, accessibles au public, pour informer la famille et la communauté en général sur l'état d'avancement d'une enquête à mesure qu'elle évolue, et sur ce qu'elles peuvent ou doivent faire pour contribuer à une enquête au cours de ses différentes phases ;
 - Des objectifs pour faire intervenir un agent de liaison autochtone dans tous les cas de femmes et de filles autochtones disparues et assassinées afin de travailler avec les familles touchées et la police ;
 - Des objectifs pour examiner la réponse policière aux cas de femmes et filles autochtones disparues et assassinées à intervalles réguliers afin de compiler et rendre public un rapport sur les meilleures pratiques et les leçons apprises qui peuvent alors contribuer à l'avenir à des enquêtes policières et une réponse communautaire ayant davantage de réussite.

AU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

- Soulever la question de la violence contre les femmes et les filles autochtones au Canada dans le cadre de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies ;
- Encourager le Canada à lancer une enquête nationale sur les meurtres et disparitions des femmes et filles autochtones.

CEUX QUI NOUS EMMÈNENT

Abus policiers et lacunes dans la protection des femmes et filles autochtones dans le nord de la Colombie-Britannique, Canada

Plus de 582 femmes et filles autochtones ont disparu ou ont été assassinées sur le territoire canadien au cours des cinq dernières décennies. Les femmes autochtones courent près de sept fois plus de risques d'être assassinées que les Canadiennes non autochtones. Le rapport *Ceux qui nous emmènent* décrit le double échec de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) dans son travail de maintien de l'ordre dans la province occidentale de Colombie-Britannique : d'une part le manquement au devoir de protéger les femmes et les filles autochtones contre la violence, et d'autre part la responsabilité de la police dans des pratiques et comportements abusifs, notamment l'usage excessif de la force ainsi que des agressions physiques et sexuelles.

Ce rapport met également en lumière la faiblesse des mécanismes de surveillance de la police. Les plaintes déposées auprès de la Commission des plaintes du public contre la GRC feront probablement l'objet d'enquêtes menées par la GRC elle-même ou par une force de police externe. Un mécanisme provincial récemment mis en place pour la conduite, par des civils, d'enquêtes sur les manquements policiers offre quelques espoirs, mais le mandat de ce bureau exclut les enquêtes relatives aux viols et aux abus sexuels. Les craintes de représailles policières sont fortes, et l'absence apparente de véritable justice suite aux abus policiers ne fait qu'aggraver les tensions qui existent de longue date entre la police et les communautés autochtones.

Afin de s'attaquer aux niveaux élevés de violence dont sont victimes les femmes et les filles autochtones, le Canada devrait mettre sur pied une commission d'enquête publique nationale associant toutes les parties, chargée d'investiguer sur les meurtres et disparitions de femmes et de filles autochtones. La Colombie-Britannique devrait élargir le mandat du Bureau d'enquête civil indépendant, lui conférant également le pouvoir d'enquêter sur les agressions sexuelles perpétrées par des policiers. Entre autres mesures, la GRC devrait, en coopération avec les communautés autochtones, renforcer la formation des policiers en vue d'éviter le racisme et le sexisme dans le traitement des femmes et des filles autochtones.



L'autoroute 16, parfois surnommée « l'Autoroute des larmes » en mémoire des femmes et des filles qui ont disparu ou ont été assassinées à proximité de cette route, dans le nord de la Colombie-Britannique. Juillet 2012.

© 2012 Samer Muscati/Human Rights Watch